



La lutte contre l'emploi clandestin en Tunisie : une voie vers une croissance économique durable

Eya HANEFI

Assistante de recherche en économie à l'université Mediterranean School of Business (MSB)

Membre de l'Association des Economistes Tunisiens (ASECTU)

Ce document a été réalisé dans le cadre du programme de mentorat conduit par la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferdī) au sein du projet Savoirs éco Tunisie, financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France.

Remerciements : L'auteure remercie la mentor, Mme Nathalie POPIOLEK, présidente d'Adæquate Consulting et enseignante à l'université Paris-Dauphine.

Contact : eyahanefi4@gmail.com

Dans de nombreuses économies en développement, la transition vers des niveaux de revenus plus élevés est freinée par la persistance de vastes secteurs informels. Selon la Banque mondiale, le secteur informel constitue plus de 70 % de l'emploi total dans les économies émergentes et en développement, et contribue à environ un tiers du Produit intérieur brut (PIB).

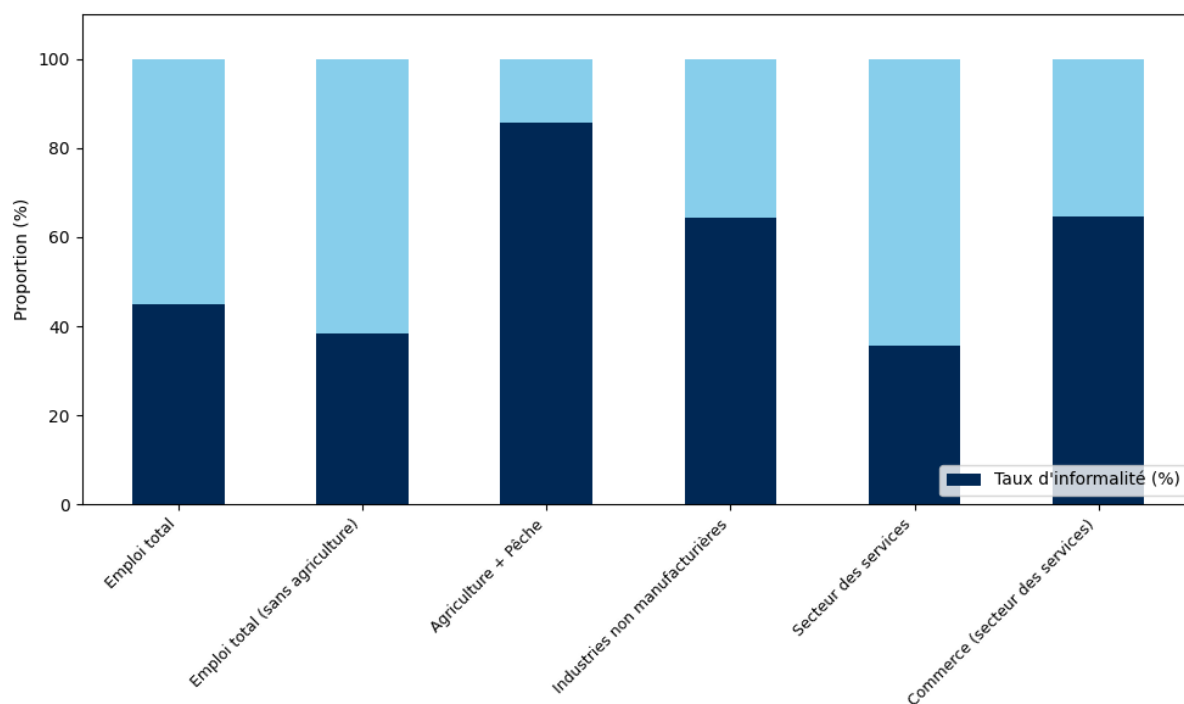
Dans les pays développés, à mesure que les emplois industriels diminuent, les économies se réorientent vers de nouvelles sources de revenus, notamment vers les services qui répondent aux besoins locaux tels que la santé, l'éducation et le transport. En revanche, dans les économies en développement, la désindustrialisation entraîne souvent une expansion du secteur informel, faute de secteurs de services formels bien établis pour absorber les travailleurs déplacés.

Ce Policy brief met en évidence l'impact négatif de l'informalité sur la croissance économique et le développement durable, et propose des actions concrètes pour y remédier.

Il montre que pour contrer l'informalité dans les pays en développement, il est crucial d'adopter des politiques de transformations structurelles permettant de moderniser l'industrie et d'encourager l'innovation. Des politiques ciblées axées sur le développement des technologies et des services sont nécessaires pour réduire la dépendance à des ressources uniques comme le pétrole et la vulnérabilité aux chocs extérieurs comme le changement climatique. Par exemple, investir dans des technologies numériques ou les énergies renouvelables peut renforcer la résilience des économies et réduire les risques liés à la volatilité des prix des matières premières. L'intégration des technologies avancées, telles que l'Industrie 4.0, et des réformes du marché du travail, accompagnées d'investissements dans les infrastructures, sont essentielles. Une forte intervention de l'État est donc indispensable pour réussir ces transformations.

En Tunisie, la transformation structurelle est essentielle pour réduire l'informalité.

D'après l'enquête sur l'emploi de l'Institut national de la statistique (INS) en 2020 en Tunisie, l'emploi informel représente 44,8 % de l'emploi total et 38,3 % en excluant le secteur de l'agriculture qui, avec le secteur de la pêche, représente le taux d'emploi informel le plus élevé, à un niveau de 85,6 %. Il est suivi par les industries non manufacturières, dont le bâtiment et les travaux publics qui ont un taux d'emploi informel de 64,3 %. Le secteur des services présente un taux de 35,7 %, dominé par une informalité de 64,7 % dans le commerce (Graphique 1). Ces chiffres montrent l'ampleur de l'informalité dans divers secteurs économiques qui échappent aux régulations gouvernementales, telles que les normes de sécurité et de qualité, les obligations fiscales, les régulations du travail et les lois environnementales. Cela nuit à l'efficacité des politiques économiques et complique l'élaboration de décisions politiques appropriées.



Graphique 1 : Répartition du taux d'informalité par secteur en Tunisie (Source : élaboration personnelle, base de données INS 2020)

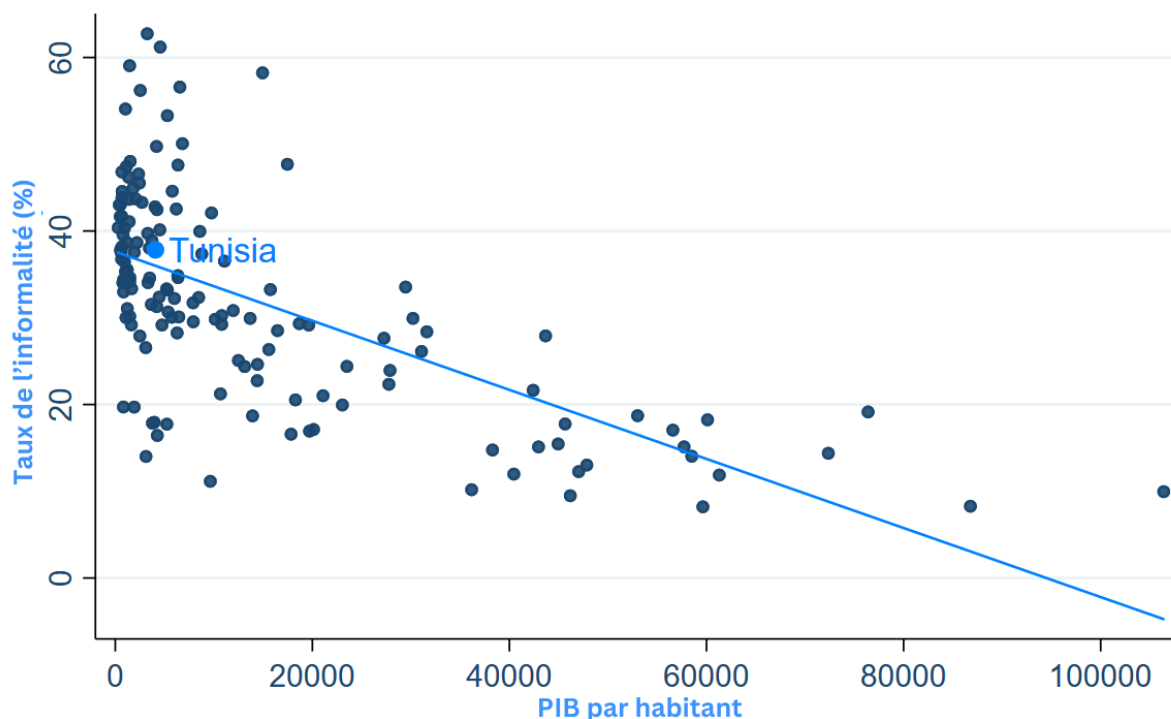
Dans ce Policy brief, nous évaluons l'impact de l'informalité sur les déterminants de la croissance économique et proposons des manières d'y remédier.

Évaluation par économétrie de l'impact de l'informalité sur la croissance économique et le développement durable

Pour évaluer l'impact de l'informalité sur la croissance économique et le développement durable, nous mobilisons une étude économétrique fondée sur des données 2018 de la Banque mondiale. Nous nous appuyons sur la part de l'informalité dans le Produit intérieur brut (PIB), le PIB par habitant et un indicateur d'emploi vulnérable reflétant aspects sociaux et conditions de travail qui sont des composantes importantes du développement durable.

Le modèle économétrique utilisé permet d'une part, d'analyser l'impact de l'informalité sur la croissance économique et le développement durable et d'autre part, de mieux comprendre les relations entre ces variables.

Nous observons **un impact négatif de l'informalité sur le niveau de PIB par habitant** (Graphique 2).



Graphique 2 : Impact du niveau d'informalité sur le PIB par habitant (Source : élaboration personnelle, base de données Banque mondiale, 2018).

L'élasticité entre l'informalité et le PIB par habitant en Tunisie est d'environ -0.0429 , ce qui signifie qu'une augmentation de 1 % de l'informalité entraîne une réduction de 0.0429 % du PIB par habitant en 2018.

Par ailleurs, nous avons mis en évidence une relation positive entre l'informalité et l'emploi vulnérable, c'est-à-dire non conforme aux standards de sécurité et de protection au travail.

Confirmation des résultats économétriques par la littérature économique

La théorie économique conforte les résultats de nos analyses économétriques. La littérature montre en effet que l'économie informelle a de fortes répercussions négatives sur le développement économique et durable.

Premièrement, l'informalité limite la croissance du PIB par habitant en réduisant les recettes fiscales disponibles pour financer les infrastructures et les services publics essentiels. En effet, les entreprises opérant dans le secteur informel échappent au contrôle fiscal, ce qui prive les gouvernements des ressources nécessaires pour des investissements stratégiques. Par conséquent, la qualité des services publics tels que la santé et l'éducation est compromise, freinant le développement socio-économique et créant des déséquilibres structurels.

Deuxièmement, les conditions de travail précaires dans le secteur informel, caractérisées par un manque de sécurité sociale et de protection au travail, exacerbent les inégalités sociales et augmentent la vulnérabilité des travailleurs. L'absence de réglementations adéquates dans les activités informelles entraîne également une exploitation excessive des ressources naturelles et une pollution accrue, compromettant ainsi la durabilité environnementale.

D'un autre côté, le secteur informel, bien que préjudiciable pour l'État et la durabilité, joue un rôle positif voire crucial en permettant à de nombreuses personnes de générer des revenus et d'améliorer leur pouvoir d'achat. Cette dynamique stimule indirectement l'économie par la demande accrue de biens et services. Cependant, les régions intérieures du nord-ouest comme celles du sud n'en profitent pas et leurs habitants sont obligés de recourir à l'informalité le long des frontières tuniso-algériennes et tuniso-libyennes pour satisfaire leurs besoins.

Leviers d'actions pour réduire l'emploi non déclarés dans l'économie tunisienne et recommandations

L'analyse de l'impact de l'informalité sur l'économie tunisienne met en évidence l'urgence de mettre en place des politiques adaptées qui bénéficient à la fois aux travailleurs et à l'environnement. Pour encourager la transition vers le secteur formel, plusieurs leviers d'action doivent être considérés. Cette transition permettra non seulement d'augmenter les recettes fiscales et de mieux allouer les ressources, mais aussi de contribuer à la croissance du PIB par habitant. En outre, elle assurera le respect des normes environnementales et de sécurité, ce qui favorise un développement plus durable. En facilitant cette transition, ces mesures permettront de créer un cadre économique plus stable et régulé, soutenant ainsi une croissance économique plus inclusive et durable.

Toutefois, il est important de souligner qu'il n'existe pas de solution immédiate pour réduire de manière durable l'informalité. Des réformes structurelles et institutionnelles sont nécessaires : en particulier, réformes de l'administration publique, du marché du travail et stimulation de la croissance économique par intervention de l'État. Ces éléments nous conduisent à formuler des recommandations adressées à l'État pour lutter contre l'informalité.

Stimuler la croissance inclusive à travers le développement régional

Réorienter les investissements publics vers les régions intérieures du nord-ouest et du sud, souvent marginalisées au profit des grands pôles économiques. L'objectif est de renforcer l'économie locale et de réduire la dépendance au secteur informel en développant des projets d'infrastructures ouvrant des opportunités d'emplois durables.

Développer des infrastructures de transport plus efficaces pour faciliter la mobilité interrégionale. Un réseau de transport optimisé permettrait aux habitants des régions isolées d'accéder à des emplois formels, dynamisant ainsi l'économie locale et réduisant le recours au travail informel.

Promouvoir l'investissement public comme catalyseur de la formalisation

Redéfinir le rôle de l'État en tant que moteur du développement économique, avec des investissements ciblés à moyen et long terme dans les zones les plus vulnérables. Cela créera des opportunités d'emploi, réduisant ainsi le chômage, première source de travail informel. Ces initiatives généreront des emplois non seulement durant leur construction, mais également pendant leur fonctionnement, contribuant au développement durable de ces zones.

Renforcer les institutions pour faciliter l'accès au secteur formel

Mettre en œuvre des réformes institutionnelles pour simplifier les démarches administratives et accélérer les procédures d'enregistrement pour les entrepreneurs et travailleurs, tout en luttant contre la corruption. Ces mesures visent à réduire les barrières à l'entrée dans le secteur formel, soutenant ainsi une économie plus transparente et inclusive.

Sensibiliser sur les avantages sociaux pour protéger les travailleurs

Lancer des campagnes d'information sur les bénéfices du secteur formel, tels que la couverture médicale, les droits à la retraite, et la sécurité de l'emploi, pour encourager la transition des travailleurs vers des emplois déclarés.

En parallèle, mettre en place des programmes de formation pour aider les travailleurs informels à acquérir des compétences qui leur permettent d'intégrer le marché formel.

Références

Institut national de la statistique (2019). Indicateurs sur l'emploi informel.

Rodrik, D., & Stiglitz, J. E. (2024). A new growth strategy for developing nations.

UNDP & ILO. (2022). L'économie informelle en Tunisie.

World Bank. (2019). Strategies for improving skills in the informal sector.

World Bank. (2021). Widespread informality likely to slow recovery from COVID-19 in developing economies.

PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE

L'Association des Économistes Tunisiens (ASECTU) est une association scientifique tunisienne à but non lucratif créée en 1979. Elle vise la promotion de la recherche scientifique et l'innovation dans le domaine économique, afin de servir et respecter les intérêts du pays. L'ASECTU organise régulièrement des manifestations scientifiques et publie une revue académique la « Revue Tunisienne d'Économie » et participe activement au développement des capacités de ses adhérents notamment les jeunes chercheurs.

<https://asectu.tn/>

PRÉSENTATION DU PROJET SAVOIRS ÉCO

Depuis le 1er février 2023, Expertise France met en œuvre le projet « Savoirs Éco en Tunisie » sur un financement de l'Union européenne de 4,5 M d'euros pour une durée de 3 ans. L'objectif du projet est d'appuyer le débat public sur les enjeux économiques en Tunisie à travers un renforcement des Structures Productrices de Savoirs Économiques (SPSE) : i) les structures publiques d'analyse économique et d'aide à la décision ; ii) les laboratoires de recherche en économie ; et iii) les think-tanks issus de la société civile.

Le projet intervient sous la forme d'appuis techniques et financiers déclinés autour de trois composantes : renforcement des capacités des SPSE ; accompagnement à la production d'études/policy briefs par les SPSE ; appuis à la diffusion, vulgarisation et expérimentation des recommandations d'études/policy briefs. Pour accompagner la mise en œuvre des activités, Expertise France travaille avec quatre partenaires de mise en œuvre : la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferdì) ; le Global Development Network (GDN) ; France Stratégie et l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).